

## Avis adopté

Séance plénière du 14 novembre 2023

# Face au *changement climatique*, accélérer une adaptation systémique et juste

## Déclaration du groupe CFE-CGC

L'avis proposé soulève une question simple.

Comment nous adapter à un monde qui subit des changements climatiques alarmants, qui ne connaissent ni frontières, ni limites ?

Ces bouleversements menacent non seulement notre environnement, mais également la cohésion sociale sur tous les territoires, en métropole comme en Outre-mer. Les signes de ce dérèglement de notre planète et de perte de biodiversité interpellent profondément. Pour y répondre, nous devons trouver des mesures d'adaptation appropriées pour préserver nos modes de vie et notre écosystème. Il en va de nos conditions de vie futures et de celles de générations à venir. Ce défi climatique et environnemental pourra être relevé grâce à l'engagement de toutes les parties prenantes pour parvenir à un équilibre entre justice sociale et climatique permettant d'améliorer la qualité de vie et les conditions de travail.

Pour répondre à ces défis, le CESE propose de donner un statut, une gouvernance transparente et un portage politique clair au Plan national d'adaptation au changement climatique. Ce plan représente bien plus qu'une simple feuille de route : il incarne nos valeurs de justice sociale et de démocratie environnementale. Nous croyons fermement en l'importance de garantir à chaque citoyenne et citoyen l'accès à un environnement sain et équitable et soutenons ces préconisations.

Dans notre quête d'une transition plus juste, il sera également nécessaire d'accompagner les plus vulnérables de notre société. Nous devons être guidés par un sentiment de solidarité accrue entre les personnes, les territoires et les secteurs, tout en veillant à la disponibilité des ressources naturelles, institutionnelles, humaines et financières nécessaires à cette entreprise collective. Par ailleurs, il sera impératif que les investissements économiques suivent cette voie, en soutenant des initiatives durables et équitables.

Nous soutenons également les préconisations qui appellent à l'élaboration de plans d'action robustes pour faire face aux changements climatiques et à la réalisation d'analyses approfondies de l'exposition aux risques climatiques. L'objectif sera également d'éviter les maladaptations, en garantissant que chaque mesure prise soit réfléchie, efficace et respectueuse de notre environnement fragile.

Ensemble, en unissant nos efforts, nous serons en mesure de surmonter ces défis colossaux et de protéger notre planète pour les générations futures tout en préservant la cohésion sociale, pilier de notre société.

Le gouvernement aura désormais la responsabilité de faire en sorte que nous puissions, toutes et tous, vivre dans un monde où l'harmonie entre l'homme et la nature est restaurée.

Nous souhaitons enfin remercier les rapporteurs, l'ensemble des conseillères et conseillers ayant pris part aux travaux et l'administration pour la qualité de cet avis et des nombreux échanges.

**Le groupe CFE-CGC votera en faveur.**